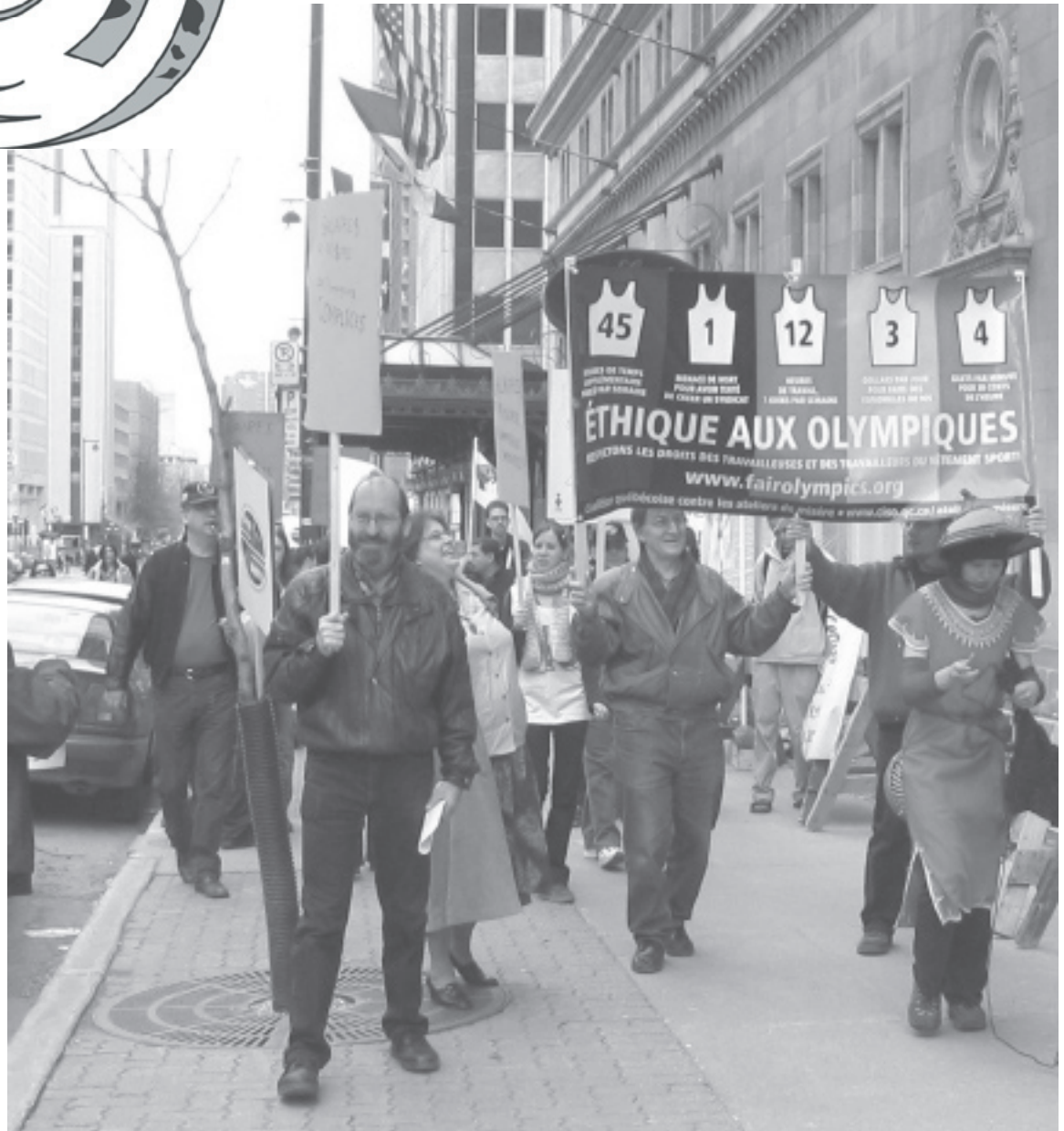




Rapport annuel 2003-2004



Manifestation
du 17 avril 2004
de la Coalition
québécoise
contre les
ateliers
de misère

Le Centre international de solidarité ouvrière

565 rue Crémazie Est, suite 3500 • Montréal QC H2M 2V6
Téléphone : (514) 383-2266 • Télécopieur : (514) 383-1143 • Courriel : ciso@ciso.qc.ca • Site web : www.ciso.qc.ca

La solidarité internationale : une lutte jamais gagnée d'avance



L'année écoulée a vu la mondialisation néo-libérale progresser un peu partout dans le monde. Dans ce contexte, le Québec a connu une résistance organisée des forces syndicales, sociales et populaires qui veulent développer un monde solidaire et plus équitable. Le CISO a donc participé aux grandes mobilisations de cette année.

LES 10 ANS DE L'ALÉNA : L'HEURE EST AU BILAN

Depuis plusieurs mois, le CISO participe aussi à la préparation d'un colloque sur les 10 ans de l'ALÉNA. Dès son entrée en vigueur, cet accord de libre échange Canada-États-Unis-Mexique a suscité de multiples discussions. Plusieurs opposants craignaient que cette entente n'ouvre les portes aux multinationales et réduise les pouvoirs des États : voilà qui s'est avéré fondé ! Il est donc important d'analyser la réalité en profondeur et surtout de jeter les bases des pistes d'actions des prochaines années. C'est l'objet du colloque qui se tiendra les 17, 18 et 19 septembre 2004.

POURSUITE DES CONTACTS AVEC CUBA ET HAÏTI

Suite aux décisions de l'assemblée générale 2003 de poursuivre le travail de solidarité avec le peuple cubain, le CISO a invité, en février, deux représentants de la Centrale des travailleurs de Cuba à faire une tournée d'information auprès des milieux syndicaux et populaires du Québec. Par la suite, une délégation de représentants de syndicats

membres du CISO a fait un stage de deux semaines à Cuba en mars.

Par ailleurs, malgré les bouleversements politiques survenus en Haïti au cours de la dernière année, le CISO a maintenu ses contacts et a présenté à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) un troisième projet de coopération dans ce pays. Nous souhaitons poursuivre le développement de nos liens de solidarité avec le peuple haïtien.

LES ATELIERS DE MISÈRE : UN NOUVEAU FRONT D'INTERVENTION POUR LE CISO

À la suite d'un colloque organisé par la FTQ en février 2003 et grâce au soutien financier de plusieurs organisations syndicales, le CISO a pu ouvrir un nouveau front de lutte contre les effets néfastes de la mondialisation. La lutte contre les ateliers de misère est devenue une priorité pour notre organisation. Cette campagne a plusieurs volets : la FTQ privilégie les vêtements de travail fournis aux employés. Ses syndicats font pression sur les employeurs afin qu'ils achètent des vêtements dans des ateliers qui respectent les droits des travailleurs et travailleuses. La CSQ fait un travail d'information dans les écoles. D'autres groupes s'adresseront aux élus municipaux pour qu'ils adoptent des politiques d'achats anti-ateliers de misère, etc.

DES PROJETS DE COOPÉRATION EN ATTENTE

Depuis quelques mois, le CISO a déposé des demandes d'appui à l'ACDI pour quatre

projets de coopération internationale. Ces projets, s'ils sont acceptés, soutiendront pour les deux prochaines années nos partenaires syndicaux et sociaux en Haïti, au Mexique, au Niger et en Algérie. Le projet d'appui au programme de formation de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC) s'est terminé en mai dernier et a obtenu des résultats très intéressants. Pour l'année qui vient, en accord avec nos partenaires cubains, nous entendons renouveler cet appui très judicieux dans le contexte actuel. Nos partenaires au Sud comptent beaucoup sur ce type de soutien financier. Il est à souhaiter que la nouvelle conjoncture de l'aide internationale canadienne nous aide à poursuivre nos efforts concrets de solidarité.

MERCI À LA CSQ ET BIENVENUE À LA FTQ

Pour souligner l'installation du CISO dans ses nouveaux locaux, plusieurs militants et représentants d'organismes membres ont participé, le 13 mai, à l'inauguration des bureaux du CISO dans l'édifice de la FTQ. Je tiens à remercier la CSQ pour l'appui donné au personnel du CISO pendant plusieurs années. Je suis assuré que leur séjour à la FTQ sera aussi fructueux.

Je remercie nos militants et militantes, les membres du conseil d'administration ainsi que le personnel du CISO pour leur soutien et leur solidarité. Sans vous tous, le CISO ne serait pas le CISO que nous connaissons et dont nous sommes fiers.

JEAN LAPOINTE
Président

Le Conseil d'administration et le personnel du CISO en 2003-2004

- Jean Lapointe, président
Métallos-FTQ Groupe A
- Chantal Boivin, vice-présidente,
FIIQ Groupe A
- Lucie Grandmont, secrétaire,
SFPQ Groupe A
- Alain Péliissier, trésorier,
CSQ Groupe A

- Sylvie Bissonnette,
FIIQ Groupe A
- Paul Castonguay,
CSQ Groupe B
- Joseph Gargiso,
SCEP-FTQ Groupe A
- Minerva Gutierrez,
CCMM-CSN Groupe B
- Danielle Lavallée,
CSQ Groupe A
- Marie Marsolais,
Synd.de l'enseignement de la
Pointe de l'Île Groupe B
- Hugues Saint-Pierre
FEC-CSQ Groupe B
- Michel Sawyer
SFPQ Groupe A
- Sonia Trépanier
Membre individuelle
Groupe D

Le personnel

- Roger Saucier,
coordonnateur
- Micheline Jalbert,
chargée de projets
- Atim León-Germain,
chargé de projets
- Morgane Courgeon,
stagiaire communication

Tournée des représentants de la Centrale des travailleurs de Cuba

Le CISO entretient des liens de coopération avec la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC) depuis plusieurs décennies. C'est dans cette perspective que le CISO et ses partenaires ont reçu les représentants de la CTC MM. Leonel González González, secrétaire aux relations internationales, et Manuel Montero Bistilleiro, chef de la section des Amériques du secrétariat aux relations internationales, pendant la semaine du 16 février 2004.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre de la programmation d'activités du CISO pour l'année 2003-2004. En effet, suite aux événements qui ont secoué Cuba au cours de l'année 2003, en particulier l'emprisonnement de 75 dissidents politiques accusés d'avoir menacé la sécurité nationale, il avait été jugé pertinent, lors de l'assemblée générale de juin 2003, de mener une réflexion sur la situation interne à Cuba et les relations entretenues avec ce partenaire syndical.

UN PROGRAMME CHARGÉ

Que ce soit devant 700 membres de syndicats québécois comme la FTQ, la CSN, la CSQ et la FIIQ, sur les ondes de Radio Centre-Ville, dans les pages de La Voz de Montréal, lors d'une conférence publique devant une centaine de personnes à l'UQAM ou encore avec les étudiants du Collège Dawson ou bien lors de rencontres avec des députés, les occasions de s'exprimer ont été nombreuses. Ils ont notamment parlé de la situation générale de la société cubaine et de celle des travailleurs en particulier et ont abordé les questions de la démocratie et de la participation de Cuba au mouvement altermondialiste.

Plusieurs questions ont été posées sur les libertés syndicales et sur les relations entre la CTC et le pouvoir à La Havane. Selon la CTC, ces relations sont d'ordre pratique et d'intérêt commun. En effet, les orientations économiques, les décisions sur le développement industriel et sur l'emploi sont prises en concertation avec les représentants des travailleurs (la CTC). De plus, la direction des entreprises est assurée par des membres de la CTC. MM. Gonzalez et Montero ont également souligné que leur organisation était déjà la seule centrale syndicale avant la révolution. La loi sur la formation des syndicats



DE GAUCHE À DROITE : ALBERTO RABILOTTA, JOURNALISTE,
MANUEL MONTERO, LEONEL GONZALEZ ET
ATIM LEÓN-GERMAIN, CHARGÉ DE PROJET AU CISO

reste la même et permet à tout travailleur qui reçoit l'appui d'une majorité de ses collègues de se faire élire comme représentant syndical.

UN ÉCHANGE CONSTRUCTIF ET POSITIF

M. Leonel González s'est montré un ambassadeur remarquable de la CTC et de Cuba, portant à la fois le chapeau de représentant syndical et celui de député. Cette fonction lui a d'ailleurs permis de présenter la démocratie cubaine du point de vue de son fonctionnement pratique : élections au niveau du quartier, élections municipales, puis nationales. Son message sur les droits humains était axé sur l'idée que ceux-ci ne comprennent pas uniquement les libertés civiles, mais également les droits socio-économiques, ignorés dans la plupart des pays en développement. " Quel est le sens des libertés civiles si vous mourrez de faim ? " a-t-il notamment répété lors des nombreux entretiens.

Les représentants de la CTC sont partis très satisfaits du programme de rencontres et ont souligné l'importance pour leur organisation de maintenir des liens de solidarité et de coopération avec leurs partenaires du Québec.

Projet Cuba

**PERFECCIONAMIENTO EMPRESARIAL,
FORMACION DES TRAVAILLEURS À CUBA**

La transformation de l'économie cubaine, rendue nécessaire par le retrait du bloc soviétique et l'embargo étatsunien, a été engagée dans les années 90.

Afin de s'insérer dans un marché mondial, Cuba a dû développer de nouvelles façons de faire. Dans le but de décentraliser la gestion au niveau des entreprises et de changer les méthodes de travail, la Centrale des travailleurs cubains (CTC) a développé un programme de formation pour ses dirigeantes et dirigeants nationaux et provinciaux. Le projet vise à réaliser des actions coordonnées sur l'ensemble du territoire de l'île. Dix-neuf syndicats sectoriels sont touchés. Les milieux aptes à entreprendre le programme de formation, particulièrement important au plan économique, ont été priorisés : mines, électricité, construction, agriculture et chimie. La formation porte sur l'ensemble des réformes économiques, sur les législations concernées et les outils de gestion (comptabilité, contrôle de la qualité, négociations des salaires etc.) Le pro-

gramme de perfectionnement a été préparé et mis en œuvre par des formateurs de l'école Lázaro Peña et de seize écoles provinciales.

Le projet s'est terminé en mai 2004 avec une note très positive. Le programme, en quatre ans, a rejoint plus de 600 entreprises, des milliers de responsables syndicaux et des travailleurs et travailleuses dans toutes les régions du pays. Selon un travailleur rencontré dans son entreprise en mars 2004 : « Maintenant le syndicat est plus actif dans la gestion et le processus de négociation, le programme a aussi amélioré le fonctionnement de l'entreprise et ses produits, et en conséquence, le salaire est meilleur ».

Le CISO, en partenariat avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a participé à ce projet en appuyant le développement et la réalisation des sessions de formation et en apportant une aide financière pour l'achat d'équipements.



LES CHANTIERS NAVALS DE LA HAVANE : UN EXEMPLE DE NOUVELLE GESTION D'ENTREPRISE POUR FAIRE FACE AU BLOCUS

Projet Niger

**APPUI AUX ACTIVITÉS DU CENTRE DE DOCUMENTATION
DU SYNDICAT NATIONAL DES ENSEIGNANTS
ET ENSEIGNANTES DU NIGER (SNEN)**



Le projet a été conçu afin de permettre au SNEN de mettre sur pied un centre de documentation et d'élargir ainsi ses activités syndicales et communautaires. Le centre sert de lieu de lecture (individuel et cercles de lecture), d'apprentissage (alphabétisation, aide aux devoirs), d'échanges (rencontres – débats, conférences) et de sensibilisation sur des thèmes d'actualité. Il permet également un rapprochement entre enseignantes, enseignants, parents d'élèves et élèves. Il s'inscrit dans le plan d'action du SNEN pour offrir des services à ses membres. Le SNEN, incorporé en 1956, compte environ 14 850 adhérents sur tout le territoire du Niger. Le CISO a déjà réalisé un projet d'appui institutionnel avec le syndicat dans le cadre du programme de Solidarité Canada Sahel.

Le CISO apporte un appui

au SNEN afin qu'il se procure l'équipement nécessaire pour son centre de documentation et réalise des activités de formation en alphabétisation, de sensibilisation du public sur les effets de la mondialisation, la démocratie, la santé, etc., de perfectionnement des enseignantes et enseignants et de rattrapage scolaire pour des élèves en difficulté.

Le projet a débuté en décembre 2003 et déjà on a pu se procurer différents équipements et voir au recrutement de la formatrice pour l'alphabétisation.

Le financement est assuré par une subvention du ministère des Relations internationales, dans le cadre du Programme québécois de développement international.

PROJETS : RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En Haïti

PROMOTION DES DROITS HUMAINS

Après deux ans de travail et malgré l'environnement très hostile dans lequel le projet s'est déroulé, l'Institut culturel Karl Lévesque (ICKL) a atteint plusieurs objectifs qu'il s'était fixés.

Pour réaliser la promotion des droits humains dans les communautés de base, sept séminaires de formation ont eu lieu. Le programme de formation était axé essentiellement sur les problèmes des droits sociaux, économiques et culturels. Des outils pédagogiques ont été préparés pour la production de cahiers de charge et une série de trois émissions radiophoniques sur la problématique de la torture et la violation de droits humains a été diffusé dans toutes les communautés disposant de radio communautaire.

Aux vues de la dégradation de la situation des droits humains, l'ICKL a accordé une attention spéciale à certaines catégories de victimes, particulièrement

celles qui n'ont pas les moyens de payer pour une assistance légale. La Plate-forme des organisations haïtiennes des droits humains a été le lieu privilégié pour accomplir cet aspect du projet. L'ICKL est aussi intervenu sur un ensemble de cas de violation de droits humains en offrant un minimum d'assistance légale devant faciliter l'élargissement de certaines personnes injustement incarcérées et, dans d'autres cas, plaider pour le respect de certains droits, comme le droit de grève.

En dépit de la complexité de la conjoncture, le travail accompli à la promotion des droits humains a beaucoup aidé au maintien d'un minimum de valeurs démocratiques et citoyennes. Le CISO en partenariat avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Fondation Roncalli a appuyé l'ICKL dans la réalisation de ce projet.

Au Mexique

ORGANISATION DES TRAVAILLEURS DE MAQUILADORAS

Ce projet initié en septembre 2001 s'est terminé en décembre 2003. Il se situait dans la ville de Juarez où l'on trouve la plus vaste zone franche du Mexique, regroupant environ 350 *maquila-doras* où travaillent 230 000 personnes venues en majorité des États du sud.

Dans le cadre de l'ALÉNA, les dirigeants politiques mexicains avaient promis la création de milliers d'emplois qui enrichiraient considérablement les travailleurs de cette zone. Qu'en est-il 10 ans plus tard ? À Juarez, 18 % de la population vit dans la pauvreté extrême, 22 % sont sans eau potable et 22 % vivent sans service d'aqueduc en plein désert. En 2003, 100 000 emplois ont été perdus et le taux de syndicalisation est presque nul. La violence à l'égard des femmes, tant dans les usines que dans la ville, est connue de façon internationale.

Le but du projet était d'informer et d'aider les travailleurs à s'organiser au sein de certaines usines, dans leurs « colonies » de résidence et au sein d'associations qui luttent

pour défendre les droits et l'intégrité des femmes.

Après deux années, le projet, mené par le Centre d'études et de formation sur le travail (CETLAC), donne les résultats suivants :

- une usine de 1 500 travailleurs s'est dotée d'un syndicat démocratique et a obtenu des gains économiques et sociaux substantiels pour ses membres ;
- des associations de vendeurs ambulants et de cireurs de chaussures ont été mises sur pied ;
- deux associations de quartiers regroupant plus de 500 familles ont été créées ;
- des dizaines de cours sur le syndicalisme ont été donnés, etc.

Malgré les progrès indéniables pour ces travailleurs dont les usines sont maintenant menacées de délocalisation vers l'Orient, il reste beaucoup à faire afin que l'organisation syndicale et sociale soit assez forte pour faire entendre sa voix auprès de ces transnationales à la recherche d'un profit toujours plus grand.

Les publications du CISO en 2003-2004

STAGES

- « Nous luttons pour défendre les droits du peuple. Arrêtez les privatisations ». Sixième rapport de stage au Mexique, du 7 au 20 juillet 2003
- « Cuba, La solidarité, un mode de vie, une réponse au blocus ». Rapport de stage à Cuba, du 1^{er} au 15 mars 2004

STAGES DES JEUNES

- « Accès à l'eau et Droit à un environnement sain ». Rapport du stage des jeunes au Burkina Faso et au Mexique, de septembre 2002 à avril 2003. Publication en juillet 2003
- « Regards du Nord, Réalités du Sud ». Rapport de stage des jeunes au Burkina Faso, au Niger et au Mexique, de septembre 2003 à avril 2004. Publication en mai 2004

INFORMATIONS AUX MEMBRES

- Trois publications du Solidarité en bref (version électronique en mai 2004)

INFORMATIONS DE LA COALITION QUÉBÉCOISE CONTRE LES ATELIERS DE MISÈRE

- Deux bulletins d'information

Stage à Cuba

**LA SOLIDARITÉ, UN MODE DE VIE,
UNE RÉPONSE AU BLOCUS**

Du 1^{er} au 15 mars 2004, un stage de solidarité avec le peuple cubain a permis à 14 personnes de mieux connaître la situation politique, économique et sociale de la plus grande île des Caraïbes. En effet, face au blocus imposé par les États-Unis et aux lendemains du retrait de l'URSS au début des années 90, Cuba s'est retrouvée dans une situation économique désastreuse.

Le stage nous a permis de vérifier auprès de nombreuses personnes, membres de la Centrale des travailleurs cubains (CTC) et du Parti communiste cubain (PCC), de chefs d'entreprise, d'ouvriers et d'ouvrières, de militantes et militants syndicaux, de paysans, de professionnels de la santé, de professeurs et bien d'autres, la solidarité de tous, face au formidable défi de relever le pays. On veut à tout prix garder les acquis

en éducation et en santé et pour cela le peuple cubain a consenti à de nombreux sacrifices.

Forts de leurs expériences, les stagiaires du CISO veulent continuer d'informer sur la situation et s'assurer que les échanges Nord-Sud continuent afin d'appuyer le peuple cubain dans son développement.

Les participants à ce stage : Lyne Bergeron, SFPQ, Jacques Boisclair, SECJL-CSN, Michèle Boisclair, FIQ, Paul Castonguay, SCC-CSQ, Chantale Chartier, membre individuelle, Daniel Desgagné, SFPQ, Caroline Dubé, membre individuelle, Lucie Grandmont, SFPQ, Micheline Jalbert, CISO, Micheline Jourdain, CISO, Jean Lapointe, Métallo-FTQ, Christian Martel, STTP-FTQ, Joanne Norchet, CSQ, Hugues St-Pierre, FEC-CSQ



Un sixième stage de solidarité au Mexique

DES SOLIDARITÉS SECTORIELLES SE TISSENT

En juillet 2003, le CISO organisait un sixième séjour d'échanges et de solidarité avec le Front authentique du travail (FAT), notre partenaire mexicain. L'objectif de ce stage était d'analyser les effets de l'ALÉNA sur les travailleuses et travailleurs, de connaître leurs efforts de syndicalisation dans les zones franches et de favoriser l'émergence de liens durables avec des travailleurs mexicains des différents syndicats rencontrés.

Grâce à la composition du groupe, nous avons pu donner une orientation bien particulière à ce stage. En effet, le groupe n'était constitué que de cinq personnes, tous délégués officiels de leurs organisations syndicales. Nous avons donc profité de cette situation pour faire en sorte que lors des rencontres syndicales, les discussions aient un caractère d'échanges entre partenaires d'un même secteur.

Les résultats obtenus sont intéressants mais la conjoncture nationale mexicaine du moment nous a empêché de réaliser tout ce qui était prévu. Par exemple, lors de notre séjour, les 12 000 travailleurs syndiqués de la compagnie Volkswagen était en affrontement majeur avec leur employeur. Ce dernier venait d'annoncer une réduction de 2 000 postes au moment même où il lançait des investissements de près d'un milliard de dollars US en Chine. Or le jour où nous devions nous rendre à Puebla pour rencontrer l'équipe de direction du Syndicat de Volkswagen, le président et ses collègues étaient convoqués à Mexico au ministère du Travail. Nous n'avons donc pu nous entretenir avec eux que très brièvement.

Néanmoins, ce séjour a été fort intéressant. Les membres du groupe ont pu échanger avec un grand nombre de responsables syndicaux, ils ont pris connaissance du projet de syndicalisation dans les *maquiladoras* à la frontière mexicaine et des projets d'échange ont été envisagés pour le futur.

Les participants à ce stage :

Richard Chaumont, du secteur des communications du SCEP-FTQ

Claire Lalande, des secteurs de la santé et de l'enseignement de la CSQ et traductrice

Daniel Lapointe, du secteur de l'automobile des TCA-FTQ

Alain Pélissier, du secteur de l'enseignement de la CSQ

Denis Rainville, du secteur de la Métallurgie des Métallos-FTQ

Roger Saucier, du CISO

Stages de jeunes au Burkina Faso,

En 2003 et 2004, cinq jeunes professionnels ont effectué des stages au sein de trois organismes partenaires du CISO. Les stages, d'une durée de cinq mois, ont permis un échange de connaissances et d'idées dans différents domaines tels que les droits de la personne, l'agronomie et l'enseignement.

Le stage en Droits humains et Démocratie s'est déroulé dans les villes de Kaya et de Koudougou, au Burkina Faso. Les deux stagiaires juristes ont appuyé le Mouvement Burkinabè des droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), dans la conception de fiches thématiques dont le contenu servira à développer du matériel d'animation pour des activités de sensibilisation et de conscientisation populaire.

Deux stagiaires agronomes ont travaillé à la Fundacion Roberto Oliveros Rivas AC (RO-RAC), dans la ville de Témamatla au Mexique. Dans le cadre de ce stage, ils ont collaboré au développement de cultures alternatives au maïs et contribué à la mise sur pied d'une coopérative de producteurs agricoles, ainsi qu'à l'élaboration de plans de serres. Les objectifs visés étaient l'amélioration des revenus des paysans par la diversification des cultures ainsi que l'optimisation de leurs moyens et de leurs techniques de production.

Pour la toute première fois de son histoire, le CISO a mandaté un jeune stagiaire enseignant pour effectuer un stage au sein du Syndicat National des Enseignants du Niger (SNEN). Affecté au Département Formation Syndicale et Presse, le stagiaire a appuyé l'Équipe Nationale des Formateurs, a participé à l'élaboration des communications syndicales et contribué à la mise en place d'un Centre national de documentation.

Une fois de plus, ces stages pour jeunes diplômés ont été couronnés de succès et nous permettent à tous d'espérer un avenir prometteur pour la solidarité internationale.



YAN GORDON, STAGIAIRE - IRRIGATION D'UN CHAMP DE PLANTATION AU MEXIQUE

WILFRIED CORDEAU, STAGIAIRE CISO, AVEC L'ÉQUIPE DE FORMATION DU SYNDICAT NATIONAL DES ENSEIGNANTS DU NIGER

Réseaux de solidarité : le CISO s'implique

Le CISO a toujours été actif au sein de divers réseaux ou regroupements. Cette présence a pour but d'appuyer des activités de solidarité que ce soit pour un pays en particulier ou pour une thématique particulière, telle la lutte pour la paix.

Nos relations avec une association ou une coalition vont du simple fait d'être membre jusqu'à une implication majeure au sein de plusieurs de ses activités.

En 2003-2004, le CISO a été présent au sein des réseaux suivants :

- L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- Solidarité Canada Sahel (SCS)
- Le Collectif échec à la guerre
- Concertation Haïti
- La Fondation Léo-Cormier
- La Ligue des droits et libertés
- Le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)
- Le Comité québécois femmes et développement (CQFD)
- La Coalition québécoise contre les ateliers de misère
- Partenariat Afrique Canada (PAC)

Cette année, le CISO s'est impliqué activement dans la mise sur pied de la nouvelle Coalition québécoise contre les ateliers de misère. Il tient le rôle de coordonnateur des activités de la Coalition.

Le CISO s'est également impliqué au sein de la Fondation Léo-Cormier dont il est devenu partenaire en 2003-2004.



Campagne contre les ateliers de misère

La Coalition québécoise contre les ateliers de misère a été créée par des syndicats, des ONG et des associations étudiantes au cours de l'année 2003. Elle est le résultat de la mobilisation qui avait eu lieu en janvier 2003 à la suite d'un colloque sur les ateliers de misère de l'industrie du vêtement.

Des campagnes visant à sensibiliser les travailleuses, les travailleurs et la population en général sont en cours depuis plusieurs années dans le reste de l'Amérique du Nord. Le Québec, troisième pôle de production du vêtement en Amérique du Nord (derrière les régions de Los Angeles et de New York), devait passer à l'action.

Le CISO a été très actif dans ce dossier tout au long de l'année. À la fin de l'automne 2003, Atim León-Germain a été embauché par le CISO pour s'occuper de coordonner les activités de la Coalition. Les membres de la coalition sont maintenant au nombre de quinze¹ et d'autres organismes souhaitent se joindre aux activités.

Les membres de la Coalition proposent d'agir sur plusieurs fronts à la fois, mais l'axe fondamental de son travail demeure la conscientisation du public en offrant des



coalition québécoise contre les ateliers de misère

voies d'engagement solidaire accessibles, par exemple, l'adoption de clauses dans les conventions collectives ou bien de codes de conduite par les institutions. Le CISO a par ailleurs développé un site Internet pour la Coalition : www.ciso.qc.ca/ateliersdemisere.

Les revendications de la Coalition sont :

1. **que les distributeurs et fournisseurs de vêtements soient obligés de dévoiler les lieux exacts de fabrication ;**
2. **que les grandes compagnies de vêtements qui font produire partout dans le monde en sous-traitance adoptent des codes de conduite fondés sur les normes internationales de l'Organisation internationale du travail (OIT) ;**
3. **que ces mêmes compagnies acceptent de mettre sur pied des systèmes transparents de vérification.**

Une campagne sur les vêtements de travail a été lancée au sein de la FTQ avec la collaboration de la Coalition et du CISO. L'objectif de cette campagne est de s'assurer que les uniformes fournis par les employeurs ne sont pas fabriqués dans des ateliers de misère. Les syndicats sont invités à exiger de leur employeur une entente les assurant qu'il commande les vêtements de travail à des fournisseurs capables de garantir des conditions de fabrication respectant les normes de l'OIT.

La campagne Éthique aux Olympiques a également été lancée au cours de l'hiver 2004. La Coalition participe ainsi à une démarche internationale de pression sur le mouvement olympique pour qu'il s'engage à garantir que les vêtements de sport utilisés lors des Jeux Olympiques ne soient pas fabriqués dans des ateliers de misère. Cette campagne ambitieuse doit continuer jusqu'aux Jeux de Beijing en 2008 et vise l'industrie du vêtement de sport dominée par les grandes compagnies telles que Nike, Adidas, Puma, New Balance, etc.

Au cours de 2004, une campagne s'adressant aux institutions publiques québécoises sera lancée par la Coalition. On cherchera notamment à s'assurer que les municipalités, les universités et les commissions scolaires se dotent de politiques d'achat éthique.



¹ Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ainsi que plusieurs des syndicats de son réseau (Métallos, SVTI-Unite, SEPB, SCFP, TCA, SCEP, AFPC), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), Oxfam-Québec, Groupe investissement responsable (GIR), Amnistie Internationale – section canadienne-francophone, Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI), Centre international de solidarité ouvrière (CISO).